

SOMMAIRE

PRÉFACE

Emmanuel MACRON

Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique7

PROLOGUE

TROIS HISTOIRES REMARQUABLES19

Histoire n° 1 : Où l'on tergiverse sur le travail du dimanche 19

Histoire n° 2 : Où l'on enterre le « décoiffant »
rapport IGF-IGAS-CGEDD sur le logement.....22

Histoire n° 3 : Où l'on peine à voir émerger les champions
de demain24

Pourquoi un livre de plus ?27

INTRODUCTION

ÉTAT OU MARCHÉ ? UN (FAUX) DÉBAT ÉTERNEL,
MALGRÉ LE DÉCLIN DES IDÉOLOGIES 33

La fin des grandes joutes idéologiques33

L'État et le marché, encore et toujours ? 34

Un faux débat..... 35

Le vrai sujet de la désespérance française :

« la crise de l'avenir » 37

CHAPITRE I

LES TROIS IMPASSES FRANÇAISES.....41

Alstom : l'épreuve du principe de réalité41

Une tradition bien ancrée : l'État principal
opérateur économique..... 44*Colbert et les Trente Glorieuses, icônes économiques..... 44**Les champions nationaux, symboles de la puissance française..... 46*

Le grand virage idéologique des années 1980 46

*En France, le triomphe furtif de l'idéologie du marché..... 47**Les noyaux durs, un compromis boiteux avec le marché..... 48*

Une mutation amplifiée par l'Europe 49

*Soudain, la concurrence. 49**Dans l'Union européenne, pas de champions nationaux ! 50*

Un dirigisme encore plus impuissant face à la mondialisation.....51

*La mondialisation moderne ou l'étirement
des chaînes de valeur..... 51**La France, un petit marché à l'échelle du monde..... 53*

La réalité, ses représentations et les trois impasses françaises54

*Défis intellectuels, financiers et stratégiques..... 54**Faire collaborer l'État et le marché !..... 57*

CHAPITRE II

POURQUOI LE CHÔMAGE N'EST PAS UNE FATALITÉ.....59

1. Le chômage, une maladie chronique ?.....59

La fabrique de l'insécurité	59
<i>En France, la peur du chômage malgré un cadre protecteur</i>	59
<i>Jeunes, seniors, peu diplômés en situation de vulnérabilité</i>	60
Le travail, un enjeu électoraliste	62
<i>Le SMIC, un outil politique</i>	62
<i>Le coût social de l'électoralisme</i>	64
Les politiques « volontaristes » ont ignoré le marché	66
<i>L'augmentation du coût du travail non qualifié</i> <i>détruit des emplois</i>	66
<i>La réduction du temps du travail ne crée pas d'emplois</i>	69
<i>Bis repetita placent</i>	71
Un système institutionnel défaillant	76
<i>La marée montante des contrats courts</i>	76
<i>Les licenciements économiques, un épiphénomène</i> <i>statistique, une révélation de l'insécurité professionnelle</i>	77
2. Et si le travail était vraiment un marché ?	79
Quand le salaire s'ajuste à l'offre et à la demande	79
La véritable dynamique du marché du travail	82
<i>L'influence déterminante des caractéristiques</i> <i>propres de l'entreprise</i>	82
<i>Un mécanisme permanent de création-destruction</i>	84
Les destructions d'emplois aussi sont utiles à la croissance	88
<i>Le rôle essentiel de la productivité</i>	88
<i>La productivité n'est pas l'ennemie de l'emploi et du salaire</i>	92
La dérégulation n'est pas l'ennemie de l'emploi	94

3. Que faire ?	95
Mieux accompagner ceux qui en ont vraiment besoin	96
Concentrer les baisses de cotisations aux alentours du SMIC	101
Favoriser la concurrence, les jeunes entreprises et donc l'emploi des jeunes	103
Encourager la mobilité, quitter les lieux en déshérence	104
Faire collaborer l'État et le marché !.....	108

CHAPITRE III

FAUT-IL ENCORE « AIDER » LE LOGEMENT ?	111
---	------------

1. Le déficit de logements désirables, une maladie chronique ?	111
Les métropoles, zones de frustration immobilière	111
<i>Un « marché » qui dysfonctionne</i>	111
<i>Le problème particulier des zones urbaines</i>	114
<i>Le parc social ne corrige pas les tensions locatives</i>	115
<i>Le taux d'effort augmente pour locataires et propriétaires</i>	117
Un « marché » opaque, où les aides faussent la formation des prix	118
<i>Une intention généreuse : des aides pour tout le monde, propriétaires et occupants</i>	118
<i>Les aides locatives contribuent puissamment à la hausse des loyers</i>	120
<i>Des aides directement absorbées par des augmentations de loyer</i>	121
<i>Un résultat confirmé par une nouvelle recherche</i>	123

<i>L'allocation des HLM : une aide particulière qui rate aussi sa cible</i>	124
<i>Les aides contribuent aussi à la hausse des prix d'acquisition de l'immobilier</i>	125
Une opacité qui favorise aussi la raréfaction de l'offre	128
Une curiosité : les aides accélèrent le départ des enfants du logement familial	130
2. Et si l'immobilier était vraiment un marché ?	132
Les maires ne favorisent pas toujours spontanément l'offre de logement	133
L'effet nuisible des réglementations spatiales	136
3. Que faire ?	140
Redonner à l'État ses prérogatives en matière de construction	140
Supprimer progressivement les aides	143
Faire collaborer l'État et le marché !	145

CHAPITRE IV

DOIT-ON ABANDONNER L'INNOVATION

AUX AMÉRICAINS ET AUX CHINOIS ?

147

1. Le capital-risque, une activité critique pour un Occident en panne de productivité

147

La productivité défaillante de l'économie occidentale

147

« *The innovation-driven economy* »

147

La baisse de la productivité inquiète en Occident

148

Les quatre dimensions de l'innovation	151
<i>L'innovation est la rencontre de la science et d'un marché</i>	152
<i>L'innovation ne se réduit cependant pas toujours à une percée scientifique. Elle est aussi sociale</i>	152
<i>L'innovation naît dans un territoire qui la désire</i>	153
<i>L'innovation de rupture échappe souvent aux entreprises établies</i>	154
L'influence déterminante du capital-risque.....	154
<i>Pas d'entreprise innovante sans capital</i>	154
<i>Le capital-risque a renouvelé le tissu industriel américain</i>	156
<i>Le capital-risque stimule l'innovation dans l'ensemble de l'économie</i>	158
<i>Une stimulation qui se concentre sur la recherche-développement plutôt que sur la recherche</i>	160
<i>Le capital-risque accélère en effet la mise sur le marché des innovations</i>	162
La géographie du capital-risque : une domination américaine, une Asie en plein boom, une Europe distancée	164
<i>Les États-Unis dominent le capital-risque</i>	164
<i>L'Europe ne se donne pas les moyens de rester dans la course</i>	166
2. Un nouveau paradigme : Think big !	168
Israël, la Start-up Nation.....	168
<i>L'augmentation des financements</i>	168
<i>L'importation de l'expertise internationale</i>	169
Une ambition pour la France : devenir le centre du capital-risque en Europe	171
<i>Une ambition légitime, mais contrariée : la création d'entreprises à vocation mondiale</i>	171
<i>Une ambition crédible</i>	172

3. Que faire ?	173
Les ingrédients du succès, sans la taille critique	173
<i>Une recherche de premier rang mondial,</i> <i>une épargne abondante</i>	173
<i>Pas de taille critique, faute de considérer</i> <i>que l'épargne est aussi un marché !</i>	174
<i>Un dispositif puissant d'aides publiques</i>	175
<i>La très forte empreinte des fonds publics</i> <i>dans le financement du capital-risque</i>	176
<i>En dépit de progrès récents, La France,</i> <i>plus start-up que « scale-up »</i>	177
Grandir, pour exister à l'échelle du monde	178
<i>Doubler les montants alloués au capital-risque</i>	178
<i>Progresser sur la courbe d'expérience</i>	178
<i>Quelles seraient les raisons de ne pas faire ?</i>	179
Les indispensables précautions	181
Faire collaborer l'État et le marché !.....	182

POSTFACE

POUR RÉFORMER, COMMENCER PAR LA GOUVERNANCE	187
Le coût immense des problèmes maltraités par les politiques publiques.....	187
Le très lourd coût politique du statu quo	188
La gouvernance, bien plus qu'une ardente obligation	189
Le compromis social, le marché et l'État	190

PROLOGUE

TROIS HISTOIRES REMARQUABLES

Histoire n° 1 : Où l'on tergiverse sur le travail du dimanche

En juillet 2014, Arnaud Montebourg promet un projet de loi « pour la croissance et le pouvoir d'achat ». Il annonce notamment une réforme des professions réglementées ainsi qu'un développement du travail le dimanche. Mais un mois plus tard, suite à ses déclarations contre la politique économique du gouvernement, il est « victime » de la démission du gouvernement de Manuel Valls. Trois mois plus tard, cette loi est présentée par Emmanuel Macron : elle s'appelle maintenant « loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques » et autorise l'ouverture des magasins non alimentaires jusqu'à douze dimanches par an. Elle est adoptée en première lecture grâce au recours à l'article 49-3, en février 2015.

Il devient ainsi théoriquement possible d'ouvrir les commerces non alimentaires le dimanche. Mais les syndicats ne désarment pas. Force ouvrière (FO) est à la pointe du combat. Les opposants, comme le Clic-P (Comité de liaison intersyndical du commerce de Paris), tentent de lutter contre la loi en mobilisant tous les soutiens possibles.

On sollicite, par exemple, l'OIT (Office international du travail). Dans les mois qui suivent, des salariés du commerce manifestent sans faiblir. Martine Aubry entend lutter contre cette « régression ». Les frondeurs du PS et les syndicats s'opposent à ce texte. Anne Hidalgo, maire de Paris, ne veut pas de zones touristiques internationales créées sans consultation de la municipalité. Elles seront pourtant instituées par le texte définitif adopté par le Parlement le 10 juillet 2015. François Hollande a en effet tranché : il y aura douze zones à Paris. Anne Hidalgo se juge « maltraitée » dans cette affaire. Toutefois, l'ouverture est conditionnée à la signature d'accords avec les syndicats... et là, cela va souvent, trop souvent, bloquer... Bien sûr, FO signe un accord dans le secteur de la bijouterie-joaillerie. Il prévoit d'importantes compensations aux salariés qui travailleront le dimanche. Tous les accords signés contiendront d'ailleurs des avantages similaires, comme chez Zara. Mais un vote des salariés au BHV Marais s'oppose à l'ouverture. D'autres votes s'annoncent indécis. Et en tout état de cause, le vote positif des salariés doit être validé par les syndicats majoritaires, qui bénéficient d'un véritable droit de veto. C'est ce qui arrive à la FNAC.

Les Échos du 20 janvier 2016 titrent en effet : « L'accord conclu à la FNAC bloqué par la CGT, SUD, et FO ». Ces trois syndicats, majoritaires au sein de cette entreprise, ont fait jouer leur droit d'opposition à l'accord conclu par la direction de la FNAC avec la CFE-CGC et la CFTC, deuxième syndicat de l'entreprise. Pourtant les contreparties offertes par la direction étaient loin d'être ridicules : la rémunération proposée se monte à 3 fois celle payée d'habitude pour les douze dimanches les plus chargés, et à 2 fois pour les autres. En outre, les frais de taxi et de garde d'enfants sont pris en charge.

De manière générale, la loi rend obligatoire un accord de branche. S'il y en a un dans celle du bricolage, il n'y en a pas dans celle des grands magasins. Faute d'accord de branche, on peut avoir un accord d'entreprise. Le refus des syndicats dans le cas de la FNAC conduit le gouvernement à chercher à modifier le dispositif dans le cadre de la loi

Travail. Un référendum d'entreprise auprès des salariés serait possible. En cas de majorité, l'accord serait appliqué, même s'il y a opposition des syndicats majoritaires. Ainsi, à l'avenir, la voix des salariés serait entendue, lors de blocages entre syndicats, ou lorsque les signataires n'atteignent pas la barre des 50 %, limite qui, jusqu'à présent, était décisive pour valider ou bloquer un accord. Le résultat d'un référendum d'entreprise deviendrait *contraignant*.

Rappelons-le, le travail du dimanche est très répandu en France. Nos boucheries et nos boulangeries sont ouvertes le dimanche. La police, la gendarmerie, certains conducteurs de transports en commun, des personnels d'aéroport... mais aussi des salariés d'usine travaillant « en continu », des salariés des hôpitaux. Des personnels de l'hôtellerie et de la restauration... En 2014, 18 % des salariés avaient travaillé un dimanche au cours du dernier mois. Pourquoi les syndicats sont-ils opposés à une pratique si fréquente ? Comment peuvent-ils lutter contre des moyens d'améliorer le niveau de vie de travailleurs dont on ne peut vraiment dire qu'ils sont privilégiés ? Beaucoup des volontaires sont jeunes, voire étudiants, des personnes dont la situation quotidienne peut s'améliorer grâce aux 100 ou 200 euros gagnés au cours d'un dimanche travaillé.

Ces batailles sont riches d'enseignement : elles permettent d'identifier les forces qui luttent « pour » le chômage.

Mai 2016, la lutte se poursuit. Le débat continue dans le cadre élargi de « l'inversion de la hiérarchie des normes. » La loi El Khomri est contestée par la CGT, FO et nombre de politiciens, ceux-là mêmes qui étaient opposés à la loi Macron. Il s'agit de rendre possibles des accords d'entreprise après référendum, pour enfin régler la question du travail du dimanche. Et donc lutter contre le blocage syndical face à la majorité des salariés.